

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**



**PAIX – JUSTICE - TRAVAIL**

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE**

**POLITIQUE NATIONALE DE  
SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE**

**PLAN D'ACTION OPERATIONNEL 2021-2025**

**Avec l'appui financier de la FAO**



**Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations**

**= MARS 2021 =**

# TABLE DES MATIERES

## SIGLE ET ABREVIATIONS

### I. PREFACE

### II. PROBLEMATIQUE

### III. APPROCHE STRATEGIQUE

### IV. AXES D'ORIENTATION STRATEGIQUE DE LA PNSAN :

#### 4.1. Axe strategique-1 : Amélioration de la sécurité alimentaire des populations.

4.1.1. Développement des chaines de valeurs végétales : Cultures vivrières, fruitière, horticulture maraichère, culture de case, et arboriculture.

4.1.2. Développement de chaine de valeurs animales : volaille, caprin, porcin, ovin, et bovin.

4.1.3. Promotion de l'exploitation durable de la faune sauvage

4.1.4. Développement de l'agro-industrie alimentaire et non alimentaire

4.1.5. Amélioration de la stabilité et l'accessibilité de l'offre alimentaire

4.1.6. Promotion du genre et de l'autonomisation de la femme rurale.

#### 4.2. Axe strategique-2 : Amélioration la sécurité nutritionnelle des populations.

#### 4.3. Axe strategique-3 : Renforcement de capacité de prévention et gestion des crises agricoles, alimentaires et nutritionnelles.

#### 4.4. Axe strategique-4 : Promotion de la communication en faveur de la SAN.

#### 4.5. Axe strategique-5 : Renforcement de la gouvernance en matière de SAN.

### V. CADRE DES RESULTATS

### VI. RISQUES ET MESURES D'ATTENUATION

### VII. ANNEXES : Références consultées

## SIGLES ET ABREVIATIONS<sup>1</sup>

AGR	Activités Génératrices de Revenus
CCR	Cadre Commun des résultats
CTCP	Comité Technique de Coordination du Projet
CFSVA	Enquête Globale sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition
CGCAN	Cellule de Gestion des Crises Alimentaires et Nutrition
HEA	Analyse Economie des Ménages
IER	Institut d'Economie Rurale
IMC	Indice de Masse Corporelle
INSTAT	Institut National de la Statistique
IP	Insuffisance Pondérale
LOA	Loi d'Orientation Agricole
MIC	Indice de Masse Corporelle
MICS	Enquête par grappes à Indicateurs Multiples
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ODD	Objectifs pour le Développement Durable
ODHD	Observatoire du Développement Humain Durable
OMA	Observatoire des Marchés Agricoles
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OP	Organisation Paysanne
OSC	Organisation de la Société Civile
PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
PAM	Programme Alimentaire Mondial

<sup>1</sup>Ce document a été élaboré par le Consultant National engagé par la FAO pour coordonner les travaux de rédaction du Plan d'action opérationnel de la PNSAN-RDC en collaboration avec les membres du Comité Technique du Projet FAO/TCP/DRC/3704. Les Experts du Programme National de Nutrition du Ministère de la Santé, de différentes Divisions des Ministères de l'Agriculture, du Développement rural, de Pêche, et de l'Élevage ont largement contribué à ces travaux.

PANAN	Plan d'Action National sur l'Alimentation et la Nutrition
PASA	Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire
PCIMA	Protocole de prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë
PDA	Politique de Développement Agricole
PDES	Projet pour le Développement Economique et Social
PDSEC	Plan de Développement Socioéconomique et Culturel
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PNISA	Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole
PNN	Politique Nationale de Nutrition
PNSA	Programme National de Sécurité Alimentaire
PNSAN	Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
PNSSA	Politique Nationale de Sécurité Sanitaire des Aliments
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNSMN	Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SECAL	Sécurité Alimentaire
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SAP	Système d'Alerte Précoce
SDR	Stratégie du Développement Rural
SIE	Stock d'Intervention de l'Etat
SIM	Système d'Information des Marchés
SMA	Sommet Mondiale de l'Alimentation
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition
SNS	Stock National de Sécurité
SNSA	Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire
SNST	Stratégie Nationale du Secteur des Transports
UNICEF	United Nations Children's Fund
USAID	Agence des Etats Unis pour le Développement International
VAM	Vulnerability Analysis Mapping

## I. PREFACE

Le Plan d'Action Opérationnel 2021-2025 découlant de la Politique Nationale de Sécurité alimentaire et Nutritionnelle, que j'ai l'honneur de préfacer est le plan du Gouvernement Congolais en réponse aux défis liés au développement et à l'obligation de la constitution de la République Démocratique du Congo qui garantit, en son article 47, le droit à la santé et à la sécurité alimentaire. Il constitue l'un des outils de mise en œuvre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2018-2022 adopté par le Ministère du Plan et ses partenaires comme contribution aux efforts de développement du pays.

Ce plan est le résultat d'un processus consensuel de l'ensemble d'Experts intervenant dans différents domaines, à savoir Agriculture, Développement rural, Santé, Plan, Pêche et Elevage, et Plan. Il prend en compte les leçons apprises et les recommandations de différentes revues sectorielles ainsi que toutes les nouvelles évidences produites sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Sur base de ses cinq axes stratégiques, ce plan indique des interventions et orientations claires et pertinentes au regard des défis pour le développement et exécution des actions sectorielles plus efficace ciblant les problèmes prioritaires du pays liés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

La mise en œuvre de ce plan sera opérée avec l'implication de toutes les parties prenantes à travers une approche multisectorielle, inclusive et synergique, et avec un changement de paradigme. Ce paradigme devra consacrer le passage du budget des moyens au budget des résultats (ou budget-programme) avec notamment un renforcement de la redevabilité à tous les niveaux. C'est ainsi que notre pays, la République Démocratique du Congo pourra progresser rapidement vers l'atteinte des cibles des Objectifs du Développement Durable, plus spécifiquement l'ODD-2 à savoir "éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable".

Je saisis cette opportunité pour présenter mes vives félicitations et mes remerciements à tous ceux qui se sont investis dans l'élaboration de ce précieux document. J'exhorte toutes les parties prenantes à embrasser la multisectorialité facteur nécessaire pour renverser les tendances de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Une forte implication de tous dans la mise en œuvre, la coordination multisectorielle, et la recherche constante des solutions durables sont des conditions sine qua none pour d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition de nos communautés

Je tiens, à travers ces lignes, à adresser au nom du Gouvernement mes vifs remerciements à la FAO pour son appui technico-financier, au comité technique pour la rédaction du document de politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle et son plan d'action opérationnel, et aux Experts des ministères sectoriels et des différentes structures ayant pris part à ces travaux.

## II. PROBLEMATIQUE

En RDC, la sécurité alimentaire et nutritionnelle étant multisectorielle, une dizaine d'institutions sont responsables son cadre institutionnel au niveau central<sup>2</sup>. Toutes ces institutions ont des attributions sur l'alimentation et la nutrition. Parmi elles, il y en a qui sont responsables des interventions directes de nutrition et ceux responsables des interventions sensibles à la nutrition. A ces institutions, s'ajoutent celles qui ont des attributions transversales, notamment les ministères du plan, des finances, du budget, de l'économie nationale, de la communication et des médias.

En élaborant ce plan d'actions, il convient de noter d'emblée que la situation de la sécurité alimentaire est difficilement appréhensible en raison de l'état des statistiques agricoles. Depuis plusieurs décennies des enquêtes d'évaluation des récoltes d'envergure nationale ne sont pas menées. De ce fait, on est obligé d'utiliser des projections, des paramètres peu objectifs, notamment des taux d'accroissement annuel de la production qui n'ont pas nécessairement d'évidence prouvée.

Mais, avec les résultats de l'IPC de 18eme cycle, pour la période de juillet à décembre 2020, 13 territoires ont été classifiés en Phase 4 de l'IPC (Urgence) et 68 autres en Phase 3 de l'IPC (Crise). Sur les 66, 6 millions des personnes vivant dans les zones analysées, 21,8 millions (33% de la population analysée), font face a un niveau élevée d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 et 4 de l'IPC), dont 5,7 millions en Urgence (Phase 4 de l'IPC). Pour la période de juillet à décembre 2020, les analyses ont couvert 23 provinces, sur 26 que compte le pays, avec l'analyse de 85 territoires sur les 145 du pays, 9 villes (Goma, Bukavu, Beni, Butembo, Mbuji -Mayi, Kananga, Kalemie, Zongo, Gbadolite) et 9 communes de la ville de Kinshasa (sur 25 communes) soit un total de 103 unités analysées. Pour la période projetée (janvier à juin 2021), 103 zones composées des territoires et quelques villes ont été analysées et près de 19,6 millions de personnes (soit 29% des 66,6 millions des personnes vivant les zones analysées) feraient face a un niveau élevée d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 et 4 de l'IPC), dont plus de 4,8 millions en Urgence (Phase 4 de l'IPC).

Les populations qui font face a un niveau élevée d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 et 4 de l'IPC - Crise et Urgence) se trouvent principalement dans les provinces de l'Ituri (47% de la population analysée), du Tanganyika (45% de la population analysée soit 5 territoires sur 6), du Kasai Central et du Kasai (respectivement 44% et 43% de la population analysée). Les provinces du Nord et du Sud Kivu, suivies par l'Ituri et le Kasai Central affichent le nombre le plus important de populations qui font face a un niveau élevée d'insécurité alimentaire aiguë. Les zones classifiées en Urgence (Phase 4 de l'IPC) sont Kabongo (Haut-Lomami), Djugu et Mahagi (Ituri) ; Dimbelenge et Dibaya (Kasai Central),

---

<sup>2</sup> La Primature, les Ministères en charge de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage, de l'Environnement et Développement durable, du développement rural, de la santé, de l'industrie, des infrastructures, travaux publics et reconstruction, du genre, enfant et famille, de la solidarité nationale et actions humanitaires, de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, de l'enseignement supérieur et universitaire, de la recherche scientifique et technique, du travail, emploi et prévoyance sociale, des affaires foncières, des petites et moyennes entreprises, de l'énergie et des ressources hydrauliques, de la formation professionnelle, métiers et artisanat, de la jeunesse et initiation à la nouvelle citoyenneté.

Tshilenge (Kasaï Oriental) ; Fizi et Kalehe dans le Sud-Kivu ; et enfin, Kabalo, Kalemie, Manono, Moba et Nyunzu (Tanganyika).

Le problème d'insécurité alimentaire est aussi tant conjoncturel que structurel. Les populations rurales et les populations urbaines à très faibles revenus demeurent les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Les systèmes de production, basés sur une agriculture et un élevage de subsistance et extensif, ne parviennent pas à couvrir les besoins alimentaires d'une population en croissance rapide. Pendant que la croissance démographique est en hausse, le volume des productions agricoles est en baisse. Les facteurs aggravant l'insécurité alimentaire sont la dépendance des ménages aux marchés dont les prix sont souvent élevés, mais aussi de la vente à bas prix des productions au moment des récoltes.

### **III. APPROCHE STRATEGIQUE**

L'approche stratégique pour la mise en œuvre du plan d'action opérationnel de la PNSAN sera basée sur l'approche multisectorielle, inclusive et synergique à travers les principes d'intervention ci-après :

- La responsabilisation de tous les acteurs publics et privés impliqués dans la SECAN.
- La redynamisation et/ou la création des "zones agricoles prioritaires" dans les provinces nécessaires pour le développement de différentes filières.
- Le maintien de contact et dialogue permanent avec les partenaires techniques et financiers.
- Le renforcement des capacités des acteurs dans les différentes filières de chaque zone agricole prioritaire.
- Le respect strict des aspects liés au genre et à la bonne gouvernance à travers toutes les interventions envisagées.
- Le développement durable pour chaque filière à travers l'appui conséquent de l'Etat devant assurer la productivité continue.

## **VI. AXES D'ORIENTATION STRATEGIQUE DE LA PNSAN**

**AXE STRATEGIQUE-1 :  
AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DES POPULATIONS.**

**Objectif spécifique-1 :** Développer des chaînes de valeurs durables dans les exploitations familiales et les petites et moyennes entreprises agricoles.

**Résultat attendu :** Les chaînes des valeurs agricoles, animales, piscicoles et aquacoles durables dans les exploitations familiales et les petites et moyennes entreprises agricoles sont développées.

**Cibles :** Les producteurs et leurs organisations.

**Bénéficiaires :** Les exploitants familiaux, les petites et moyennes entreprises et les structures de recherche, d'appui et de vulgarisation.

**1.1: Développement des chaînes de valeurs végétales: Cultures vivrières, fruitière, horticulture maraichère, culture de case, et arboriculture.**

Activités	Indicateurs	Zones d'interventions	Services responsables	AN-1				AN-2				AN-3				AN-4				Coût (en US\$)	Sources de financement		
				Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4				
1	Identifier les filières porteuses, les sites aménageables, et les acteurs.	Nombre des filières porteuses, des sites aménageables, et des acteurs identifiés annuellement	26 provinces	Ministères: Agriculture																		\$1 900 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
2	Organiser, structurer, et renforcer les capacités des agris multiplicateurs identifiés au préalable.	Nombre des agris multiplicateurs identifiés au préalable, organisés, structurés, et renforcés en capacités annuellement	26 provinces	Ministères: Agriculture																		\$4 200 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM



7	Promouvoir le système d'exploitation agricole intégrée et diversifiée	Nombre de système d'exploitation agricole intégrée et diversifiée promu annuellement	26 provinces	Ministères: Agriculture																\$1 800 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
8	Mettre en place un fonds d'appui pour la promotion d'une filière semencière.	Nombre d'activités d'appui pour la promotion d'une filière semencière annuellement	26 provinces	Ministères: Agriculture																\$400 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
9	Promouvoir les unités de transformation agro-alimentaires : céréales (maïs, riz), manioc, autres tubercules (patates douces, igname, pomme de terre, etc...), et des produits d'horticulture.	Nombre des unités de transformation agro-alimentaires : céréales (maïs, riz), manioc, autres tubercules (patates douces, igname, pomme de terre, etc...), et des produits promus annuellement d'horticulture.	26 provinces	Ministères: Agriculture																\$26 000 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
10	Mettre en place des infrastructures de séchage et de stockage des produits agricoles afin de réduire les pertes post-récolte.	Nombre des infrastructures de séchage et de stockage des produits agricoles afin de réduire les pertes post-récolte réalisées annuellement.	26 provinces	Ministères: Agriculture																\$13 500 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM

11	Impliquer les agro-industries dans l'amélioration de la SAN en développant le partenariat avec les EAF, les PME/PMEE, et le secteur public	Nombre des partenariats avec les EAF, les PME/PMEE, et le secteur public impliqués dans l'amélioration de la SAN	26 provinces	Ministères: Agriculture															806 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE
12	Renforcer les capacités des organismes publics et privés de recherche et d'appui conseil en réhabilitant leurs infrastructures et en les dotant des moyens nécessaires.	Nombre d'actions semestrielles de renforcement des capacités organisées.	26 provinces	Ministères: Agriculture															\$35 000 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE
<b>TOTAL CHAINE DE VALEURS VEGETALES</b>																			<b>92,306,000</b>	

## 1.2: Développement de chaîne de valeurs animales: volaille, caprin, porc, ovin, et bovin

Activités	Indicateurs	Zones d'interventions	Services responsables	AN-1				AN-2				AN-3				AN-4				Coût (en US\$)	Sources de financement		
				Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4				
1	Identifier les chaînes de valeurs animales porteuses et les acteurs.	Nombre des chaînes de valeurs animales porteuses et les acteurs identifiés annuellement.	26 provinces	Ministère de Pêche et élevage																	\$1 900 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM	
2	Organiser, structurer, et renforcer les capacités des acteurs de chaque filière en associations et/ou en coopératives.	Nombre des séances annuellement pour organiser, structurer, et renforcer les capacités des acteurs de chaque filière en associations et/ou en coopératives.	26 provinces	Ministère de Pêche et élevage																		\$1 200 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
3	Renforcer les capacités des services d'encadrement (ressources humaines, matérielles, financières).	Nombre de séances annuelles de renforcement des capacités des services d'encadrement (ressources humaines, matérielles, financières).	26 provinces	Ministère de Pêche et élevage																		\$400 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
4	Promouvoir les races locales performantes et les multiplier.	Nombre des séances annuelles de promotion des races locales performantes multipliées	26 provinces	Ministère de Pêche et élevage																		\$600 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM

5	Introduire pour chaque filière de races améliorées en milieu rural.	Nombre des races améliorées introduites annuellement pour chaque filière en milieu rural.	26 provinces	Ministère de Pêche et élevage																\$500 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
6	Promouvoir des fermes modernes d'élevage bovin, caprin, ovin, porcin, et avicole.	Nombre de fermes modernes d'élevage bovin, caprin, ovin, porcin, et avicole promus annuellement.	26 provinces	Ministère de Pêche et élevage																\$1 800 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
7	Installer des unités de production d'aliments de bétail pour améliorer les rations alimentaires à base des matières premières locales.	Nombre d'unités de production d'aliments de bétail installées annuellement pour améliorer les rations alimentaires à base des matières premières locales.	26 provinces	Ministère de Pêche et élevage																\$3 000 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
8	Mettre en place des unités de transformation, conservation et stockage des produits d'élevage.	Nombre d'unités de transformation, conservation et stockage des produits d'élevage mise en place annuellement.	26 provinces	Ministère de Pêche et élevage																\$4 000 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
9	Mettre en œuvre des plans de prophylaxie et d'hygiène adéquats des animaux.	Nombre des plans de prophylaxie et d'hygiène adéquats des animaux conçus et appliqués.	26 provinces	Ministère de Pêche et élevage																\$500 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM

10	Inventorier, réhabiliter, construire et entretenir les infrastructures agro-pastorales (abattoirs, aires d'abattage, deeping tank, kraal,...).	Nombre des infrastructures agro-pastorales (abattoirs, aires d'abattage, deeping tank, kraal,...) Inventoriées, réhabilitées, construites et entretenues annuellement.	26 provinces	Ministère de Pêche et élevage																\$7 500 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
11	Réhabiliter et/ou créer, et rendre opérationnels des centres de multiplication des géniteurs.	Nombre des centres de multiplication des géniteurs réhabilités et/ou créés, et rendus opérationnels annuellement	26 Provinces	Ministère de Pêche et élevage																3 000 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
12	Promouvoir un système des microfinances et les métayages.	Nombre de système des microfinances et les métayages promu annuellement.	26 Provinces	Ministère de Pêche et élevage																\$400 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
13	Promouvoir les partenariats gagnants-gagnants entre les éleveurs, les PME et les agro-industries.	Nombre de dossiers de partenariats gagnants-gagnants entre les éleveurs, les PME et les agro-industries promus annuellement.	26 Provinces	Ministère de Pêche et élevage																\$800 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
<b>TOTAL CHAINE DE VALEURS ANIMALES</b>																			<b>25,600,000</b>		

### 1.3: Promotion de l'exploitation durable de la faune sauvage.

Activités	Indicateurs	Zones d'interventions	Services responsables	AN-1				AN-2				AN-3				AN-4				Cout (en US\$)	Sources de financement	
				Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4			
1	Renforcer l'implication des communautés riveraines et des peuples autochtones vivant dans les forêts dans la gestion des ressources fauniques, des collectivités locales.	Nombre de séances annuellement pour renforcer l'implication des communautés riveraines et des peuples autochtones vivant dans les forêts dans la gestion des ressources fauniques, des collectivités locales.	26 provinces	Ministères: Agriculture																	\$400 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
2	Promouvoir une contribution durable de la viande de brousse dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	Nombre de séances annuellement pour promouvoir une contribution durable de la viande de brousse dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	26 Provinces	Ministères: Agriculture, sante, éducation, genre																	\$200 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM





### 1.4: DEVELOPPEMENT DE L'AGRO-INDUSTRIE ALIMENTAIRE ET NON ALIMENTAIRE

Activités	Indicateurs	Zones d'interventions	Services responsables	AN-1				AN-2				AN-3				AN-4				Cout (en US\$)	Sources de financement		
				Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4				
1	Renforcer le cadre législatif et réglementaire et améliorer le climat des affaires de manière à rassurer les investisseurs.	Nombre de séances de travail annuellement pour renforcer le cadre législatif et réglementaire et améliorer le climat des affaires de manière à rassurer les investisseurs.	26 Provinces	Ministères: agriculture, pêche, élevage, développement rural																	\$900 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM	
2	Promouvoir le développement des parcs agro-industriels des centres de développements intégrés, en veillant à ce que leurs accès aux ressources naturelles prennent en compte l'intérêt des communautés locales, des petites exploitations familiales et des PME.	Nombre de séances de travail annuellement pour promouvoir le développement des parcs agro-industriels des centres de développements intégrés, en veillant à ce que leurs accès aux ressources naturelles prennent en compte l'intérêt des communautés locales, des petites exploitations familiales et des PME.	26 Provinces	Ministères: agriculture, pêche, élevage, sante, genre, développement rural																		\$1 900 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM

3	<p>Développer des relations technico-commerciales entre ces agro-industries et les PF et PME, en particulier, la fourniture par les premières, d'intrants améliorés, de fonds de roulement ou de campagne, d'équipements et de conseils techniques contre la livraison de tout ou partie des matières brutes produites ou semi-transformées.</p>	<p>Nombre de séances de travail annuellement pour développer des relations technico-commerciales entre ces agro-industries et les PF et PME, en particulier, la fourniture par les premières, d'intrants améliorés, de fonds de roulement ou de campagne, d'équipements et de conseils techniques contre la livraison de tout ou partie des matières brutes produites ou semi-transformées.</p>	26 Provinces	<p>Ministères: agriculture, pêche, élevage, sante, genre, développement rural</p>																										
4	<p>Réhabiliter et mettre à niveau les grandes fermes et les agro-industries existantes.</p>	<p>Nombre des grandes fermes et les agro-industries existantes réhabilitées et mises à niveau .</p>	26 Provinces	<p>Ministères: agriculture, pêche, élevage, sante, genre, développement rural</p>																										





### 1.5: Amélioration de la stabilité et l'accessibilité de l'offre alimentaire

Activités	Indicateurs	Zones d'interventions	Services responsables	AN-1				AN-2				AN-3				AN-4				Cout (en US\$)	Sources de financement	
				Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4			
1	Inventorier, réhabiliter, construire et entretenir les infrastructures de communication pour le désenclavement des zones de production et l'accès aux marchés des produits agricoles.	Nombre d'infrastructures de communication pour le désenclavement des zones de production et l'accès aux marchés des produits agricoles Inventoriées, réhabilitées et construites	26 Provinces	Ministères: agriculture, pêche, élevage, sante, genre, développement rural																	\$4 900 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
2	Installer des entrepôts et des moyens de conservation pour réduire les pertes poste récolte, abattage et capture.	Nombre des entrepôts installés annuellement et des moyens de conservation pour réduire les pertes poste récolte, abattage et capture.	26 Provinces	Ministères: agriculture, pêche, élevage, sante, genre, développement rural																	\$2 200 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
3	Constituer des réserves alimentaires stratégiques.	Nombre des réserves alimentaires stratégiques construites annuellement.	26 Provinces	Ministères: agriculture, pêche, élevage, développement rural																	\$10 000 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM

4	Mettre en place de systèmes d'informations sur les marchés, notamment les quantités et les prix des denrées alimentaires et de première nécessité.	Mettre en place de systèmes d'informations sur les marchés, notamment les quantités et les prix des denrées alimentaires et de première nécessité.	26 Provinces	Ministères: agriculture, pêche, élevage, sante, genre, développement rural															\$800 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
5	Promouvoir des bonnes pratiques alimentaires au sein des ménages pour un accès équitable à la nourriture.	Nombre de séances annuellement pour promouvoir des bonnes pratiques alimentaires au sein des ménages pour un accès équitable à la nourriture.	26 Provinces	Ministères: agriculture, santé, genre															\$1 500 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
6	Renforcer l'application des droits sociaux des travailleurs pour une rémunération juste et équitable et une sécurité sociale.	Nombre de séances annuellement pour renforcer l'application des droits sociaux des travailleurs pour une rémunération juste et équitable et une sécurité sociale.	26 Provinces	Ministères: travail et prévoyance sociale, agriculture, pêche, élevage, sante, genre, développement rural															\$1 800 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM

7	Mettre en place des filets sociaux et des mesures de protection sociale pour les populations vulnérables.	Nombre de filets sociaux et des mesures de protection sociale pour les populations vulnérables mise en place annuellement.	26 Provinces	Ministères: agriculture, pêche, élevage, sante, genre, développement rural																\$13 000 000	GOUV./B AD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
<b>TOTAL AMELIORATION DE LA STABILITE ET L'ACCESSIBILITE DE L'OFFRE ALIMENTAIRE OFFRE ALIMENTAIRE</b>																				<b>34,200,000</b>	

**1.6: Promotion du genre et de l'autonomisation de la femme rurale**

Activités	Indicateurs	Zones d'interventions	Services responsables	AN-1				AN-2				AN-3				AN-4				Cout (en US\$)	Sources de financem ent
				Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4		
1	Renforcer le statut de la femme au sein de la communauté par l'accès à l'éducation, aux biens et aux ressources.	26 Provinces	Ministères: genre, sante, éducation, développement rural, agriculture, protection sociale, budget et finances																	\$9 000 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
2	Organiser les femmes productrices en groupements, associations et/ou coopératives.	26 Provinces	Ministères: genre, sante, éducation, développement rural, agriculture, protection sociale, budget et finances																	\$6 000 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM
3	Faciliter l'accès des femmes aux institutions de microfinances, au capital productif, à des conditions avantageuses (terre, matériel et équipements, fonds de roulement)	26 Provinces	Ministères: genre, sante, éducation, développement rural, agriculture, protection sociale, budget et finances																	\$3 000 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM





**AXE STRATEGIQUE-2 :  
AMELIORATION DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE DES POPULATIONS**

**Objectif spécifique-2:** Améliorer l'état nutritionnel des femmes enceintes et des femmes allaitantes.  
**Résultat attendu :** L'état nutritionnel des femmes enceintes et femmes allaitantes est amélioré.  
**Cibles :** Les enfants de moins de 5 ans, spécialement dans la fenêtre d'opportunité (0-24 mois).

Activités	Indicateurs	Zones d'interventions	Services responsables	AN-1				AN-2				AN-3				AN-4				Cout (en US\$)	Sources de financement	
				Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4			
1	Vulgariser la consommation des aliments diversifiés, sains, et adaptés aux besoins nutritionnels de groupes spécifiques ;	Nombre de séances de consommation des aliments diversifiés, sains, et adaptés aux besoins nutritionnels de groupes spécifiques vulgarisées par an ;	26 provinces	PRONANUT, SENAHUP, DAVRU, ECOR, SNIR,																	\$1 200 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
2	Promouvoir l'utilisation des aliments bio-fortifiés.	Nombre des séances d'utilisation des aliments bio-fortifiés promues par an.	26 provinces	PRONANUT, SENAHUP, DAVRU, ECOR, SNIR...																	\$800 000	GOUV./BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

3	Assurer l'accès à des technologies permettant de réduire la pénibilité du travail ;	Nombre des personnes ayant l'accès à des technologies permettant de réduire la pénibilité du travail par an ;	26 provinces	PRONANUT, DAVRU, ECOR, SNIR, SENATRA, SENATEC....															\$790 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
4	Promouvoir le changement des normes sociales favorables a la nutrition des femmes enceintes et les femmes allaitantes.	Nombre des séances de promotion de changement des normes sociales favorables a la nutrition des femmes enceintes et les femmes allaitantes par an.	26 provinces	PRONANUT, DAVRU, ECOR, SNIR															\$600 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
5	Promouvoir la fortification à domicile des aliments des enfants de 6 à 23 mois avec des multiples micronutriments.	Nombre des ménages pratiquant la fortification à domicile des aliments des enfants de 6 à 23 mois avec des multiples micronutriments par an.	26 provinces	PRONANUT, DAVRU, ECOR, SNIR															\$1 500 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

6	Promouvoir la production et l'utilisation d'aliments locaux de complément de qualité et en quantité.	Nombre des séances de promotion de la production et l'utilisation d'aliments locaux de complément de qualité et en quantité par an.	26 provinces	PRONANUT, DAVRU, ECOR, SNIR															\$1 400 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
7	Promouvoir les notions de sécurité alimentaire et les bonnes pratiques nutritionnelles pour les enfants et les adolescents au niveau communautaires, scolaires et à travers les formations sanitaires.	Nombre des séances de promotion des notions de sécurité alimentaire et les bonnes pratiques nutritionnelles pour les enfants et les adolescents au niveau communautaires, scolaires et à travers les formations sanitaires par an.	26 provinces	PRONANUT, DAVRU, ECOR, SNIR															\$700 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
8	Appuyer la Nutrition à Assises Communautaires (NAC) avec les moniteurs agricoles et relais communautaires.	Nombre des moniteurs agricoles et relais communautaires mis en place pour soutenir la Nutrition à Assises Communautaires (NAC) par an.	26 provinces	PRONANUT, DAVRU, SNCOOP, SNIR															\$2 200 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...



12	Améliorer l'accès à l'eau et les pratiques d'hygiène et d'assainissement dans les communautés.	Nombre de personnes ayant un accès à l'eau et aux pratiques d'hygiène et d'assainissement améliorées dans les communautés.	26 provinces	PRONANUT, DAVRU, SNIR, SNHR,															\$7 500 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
13	Promouvoir des modèles de jardinage scolaire durables et reproductibles, à transférer au niveau communautaire (haies vives avec des espèces fruitières, maraîchage, carré de fruitiers et élevage non conventionnel);	Nombre des modèles de jardinage scolaire durables et reproductibles à promouvoir et transférer au niveau communautaire par an (haies vives avec des espèces fruitières, maraîchage, carré de fruitiers et élevage non conventionnel)	26 provinces	PRONANUT, SENAHUP, DEP															\$5 000 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

14	Appuyer la mise en œuvre de la cantine scolaire à base communautaire dans le cadre de projets conjoints des ministères de l'Education et de l'Agriculture (Agriculture, Sante, Pêche, Élevage et développement rural) .	Nombre de cantine scolaire à base communautaire mis en œuvre dans le cadre de projets conjoints des ministères de l'Education et de l'Agriculture par an.	26 provinces	PRONANUT, SENAHUP, DEP, SNCOOP																\$5 400 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...	
15	Appuyer les établissements d'enseignement organisant les filières alimentaires et nutritionnelles	Nombre d'établissements d'enseignement organisant les filières alimentaires et nutritionnelles appuyés par an.	26 provinces	PRONANUT, MINEPSEP																	\$1 680 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

16	Sensibiliser la population sur l'importance des filières de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	Nombre de séances de sensibilisation de la population sur l'importance des filières de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par an.	26 provinces	PRONANUT, DAVRU, SNCOOP, SNIR, SENAHUP, DEP															\$400 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
17	Améliorer l'accès de tous, à l'eau propre et salubre à travers l'aménagement et la protection des sources d'eau.	Nombre d'installation d'aménagement et de protection des sources d'eau disponible pour améliorer l'accès de tous, à l'eau propre et salubre par an.	26 provinces	SNHR, SNCOOP															\$6 400 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
18	Promouvoir la préparation et la manipulation hygiénique des aliments et les pratiques adéquates de l'hygiène alimentaire.	Nombre des séances de promotion de la préparation et la manipulation hygiénique des aliments et des pratiques adéquates de l'hygiène alimentaire par an.	26 provinces	SNIR, DAVRU,															\$2 300 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

19	Promouvoir l'hygiène et l'utilisation des latrines familiales et communautaires améliorées (type latrines à Ventilation) milieu rural et péri urbain. .	Nombre des latrines familiales et communautaires améliorées (type latrines à Ventilation) utilisées pour promouvoir l'hygiène milieu rural et péri urbain par an.	26 provinces	SNIR, DAVRU, SENARHU															\$900 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
20	Soutenir l'extension de l'initiative « Ecoles Assainies » et « Villages Assainis »	Nombre d'initiative « Ecoles Assainies » et « Villages Assainis » soutenues par an.	26 provinces	SENHARU, SNHR															\$2 800 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
21	Renforcer les capacités des cadres et agents des ministères sensibles et des communautés locales en matière de nutrition.	Nombre des cadres et agents des ministères sensibles et des communautés locales renforcés en capacités en matière de nutrition par an.	26 provinces	SNCOOP, SNIR, DAVRU, DEP															\$4 800 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

22	Rendre fonctionnel le comité national de normalisation chargé de la préparation des textes relatifs à la définition des denrées, des pratiques licites et des référentiels en matière d'échantillonnage et d'analyse.	Nombre des séances de travail du comité national de normalisation chargé de la préparation des textes relatifs à la définition des denrées, des pratiques licites et des référentiels en matière d'échantillonnage et d'analyse par trimestre.	26 provinces	DEP, PRONANUT																\$3 300 000		GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
23	Adopter et mettre en œuvre un cadre juridique conforme aux normes sanitaires alimentaires reconnues, notamment dans les dispositions édictées par l'OMC et le codex Alimentarius.	Nombre des séances de travail pour l'adoption et la mise en œuvre d'un cadre juridique conforme aux normes sanitaires alimentaires reconnues, notamment dans les dispositions édictées par l'OMC et le codex Alimentarius par mois.	26 provinces	PRONANUT, DEP																\$500 000		GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

24	Réhabiliter et mettre à niveau les laboratoires agréés pour l'analyse et le contrôle des denrées alimentaires issues de l'importation, de la fabrication, de la transformation et de la distribution.	Nombre des séances de mise à niveau des laboratoires agréés réhabilités pour l'analyse et le contrôle des denrées alimentaires issues de l'importation, de la fabrication, de la transformation et de la distribution par mois.	26 provinces	DEP																	\$3 900 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
25	Renforcer les capacités techniques des structures du gouvernement en charge de l'inspection, du contrôle qualité de la sécurité sanitaire des aliments au niveau des postes frontaliers et transfrontaliers renforcés en capacités techniques par an.	Nombre des acteurs des structures du gouvernement en charge de l'inspection, du contrôle qualité de la sécurité sanitaire des aliments au niveau des postes frontaliers et transfrontaliers.	26 provinces	DEP, CORPS DES INSP																	\$1 350 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...



**AXE STRATEGIQUE-3 :  
RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DE PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES AGRICOLES, ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLE**

**Objectif spécifique-3 :** Renforcer les systèmes nationaux de suivi, de coordination et de gestion de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

**Résultat attendu :** Les systèmes nationaux de suivi, de coordination et de gestion de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont renforcés

**Cibles :** Toutes les parties prenantes

Activités	Indicateurs d'activités	Zones d'interventions	Services responsables	AN-1				AN-2				AN-3				AN-4				Cout (en US\$)	Sources de financement
				Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4		
1	Renforcer les capacités multisectorielles de coordination, d'analyse et de suivi de la SAN, et en particulier dans la prévention, la préparation et la réponse aux urgences agricoles, alimentaires et nutritionnelles	26 Provinces	PRONANUT, COMITE TECHNIQUE MULTISECT.																	\$5 650 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

2	Assurer une appropriation nationale des outils d'analyse notamment le cadre intégré de classification des phases de la sécurité alimentaire (IPC).	Nombre des séances d'appropriation nationale par an des outils d'analyse notamment le cadre intégré de classification des phases de la sécurité alimentaire (IPC).	26 Provinces																\$5 460 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
3	Elargir le cadre de mise en œuvre du Système national de sécurité alimentaire et d'alerte rapide en tenant en compte le réaménagement des départements ministériels.	Nombre des séances par mois pour élargir le cadre de mise en œuvre du Système national de sécurité alimentaire et d'alerte rapide en tenant en compte le réaménagement des départements ministériels.	26 Provinces																\$4 750 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
4	Réaliser des enquêtes alimentaires et nutritionnelles et de vulnérabilité sur l'ensemble du territoire national ;	Nombre d'enquêtes alimentaires et nutritionnelles et de vulnérabilité sur l'ensemble du territoire national par an	26 Provinces																\$7 590 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

5	Développer les capacités de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des informations et statistiques agricoles, sanitaires, commerciales etc.	Nombre des séances annuelles de développement des capacités de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des informations et statistiques agricoles, sanitaires, commerciales etc.	26 Provinces																\$5 860 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
6	Elaborer et mettre en place des plans de contingence aux niveaux central, provincial, et local.	Nombre des séances mensuelles d'élaboration et de mise en veille des plans de contingence aux niveaux central, provincial, et local.	26 Provinces																\$7 460 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
7	Constituer des réserves stratégiques (stocks stratégiques) au niveau central, provincial, local pour une réponse rapide en cas de catastrophes naturelles et de crises.	Nombre des stocks stratégiques constitués annuellement au niveau central, provincial, local pour une réponse rapide en cas de catastrophes naturelles et de crises.	26 Provinces																\$25 400 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

8	Promouvoir des mesures de protection sociale en faveur des populations vulnérables, notamment les filets de sécurité alimentaire et nutritionnelle, les transferts monétaires et en cas de nécessité la distribution alimentaire.	Nombre des filets de sécurité alimentaire et nutritionnelle, des transferts monétaires comme mesures de protection sociale prise annuellement en faveur des populations vulnérables en cas de nécessité la distribution alimentaire.	26 Provinces																	\$15 400 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
9	Appuyer en post-crise, la restauration des moyens d'existence avec des interventions ciblées dans les domaines techniques, financiers et sociaux (caisse de résilience).	Nombre de mesures de restauration des moyens d'existence avec des interventions ciblées dans les domaines techniques, financiers et sociaux (caisse de résilience) par trimestre.	26 Provinces																	\$14 700 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
10	Installation d'un système d'alerte (poste sentinelle).	Nombre de poste sentinelle (système d'alerte) installé annuellement.	26 Provinces																	\$9 850 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
<b>TOTAL AXE-3 : RENFORCEMENT DE CAPACITE DE PREVENTION ET GESTION DES CRISES AGRICOLES, ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLE</b>																			<b>102,120,000</b>		

**AXE STRATEGIQUE-4 :  
PROMOTION DE LA COMMUNICATION EN FAVEUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE**

**Objectif spécifique 4 :** Elaborer et mettre en œuvre de la stratégie de communication en faveur de la SAN basée sur la recherche opérationnelle et les pratiques réussies des activités sur terrain.

**Résultat attendu :** La stratégie de communication SAN impliquant toutes les parties prenantes est élaborée et mise en œuvre.

**Cibles :** Toutes les parties prenantes.

Activités	Indicateurs d'activités	Zones d'interventions	Services responsables	AN-1				AN-2				AN-3				AN-4				Cout (en US\$)	Sources de financement
				Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4		
1	Mettre en place une Task Force communication en faveur SAN	Nombre de Task Force communication mise en place en faveur SAN	26 Provinces	PRONANUT, SNIR, DAVRU, COMITE TECHNIQUE																\$28 600	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
2	Développer une stratégie de communication en faveur de la SAN	Nombre de stratégies de communication développées en faveur de la SAN	26 Provinces	PRONANUT, SNIR, DAVRU, COMITE TECHNIQUE																\$35 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
3	Développer les relations entre les professionnels de la communication multisectorielle avec les chercheurs, les enseignants et les praticiens de	Nombre des séances des relations développées annuellement entre les professionnels de la communication multisectorielle avec les chercheurs, les enseignants et les praticiens de terrain	26 Provinces	PRONANUT, SNIR, DAVRU, COMITE TECHNIQUE																\$3 690 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...



7	Concevoir et élaborer des supports de communication sur les bonnes pratiques sanitaires liés à l'alimentation et à la nutrition ;	Nombre des supports de communication conçus et élaborés trimestriellement sur les bonnes pratiques sanitaires liés à l'alimentation et à la nutrition ;	26 Provinces	PRONANUT, SNIR, DAVRU, COMITE TECHNIQUE, DNTIC															\$3 568 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
8	Informier et sensibiliser les industriels, les opérateurs économiques, les restaurateurs et les ménages sur la sécurité sanitaire des aliments.	Nombre des séances semestrielles d'Information et sensibilisation des industriels, des opérateurs économiques, des restaurateurs et des ménages sur la sécurité sanitaire des aliments.	26 Provinces	PRONANUT, SNIR, DAVRU, COMITE TECHNIQUE,															\$2 550 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
9	Conscientiser le secteur privé sur les exigences liées à la nutrition et les normes de produits alimentaires importés.	Nombre des séances semestrielles de conscientisation du secteur privé sur les exigences liées à la nutrition et les normes de produits alimentaires importés.	26 Provinces	PRONANUT, SNIR, DAVRU, COMITE TECHNIQUE,															\$3 000 500	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
<b>TOTAL AXE-4 : PROMOTION DE LA COMMUNICATION EN FAVEUR DE LA SAN</b>																			<b>62,520,000</b>	

**AXE STRATEGIQUE-5 :**  
**RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE EN MATIERE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE**

**Objectif spécifique-5 :** Renforcer la gouvernance politique et institutionnelle de la SAN.

**Résultat attendu :** La gouvernance politique et institutionnelle de la SAN est renforcée.

**Cibles :** Parlement, Primature, Gouvernement, organes délibérants, services techniques de la SAN.

Activités	Indicateurs d'activités	Zones d'interventions	Services responsables	AN-1				AN-2				AN-3				AN-4				Cout (en US\$)	Sources de financement
				Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4	Tr-1	Tr-2	Tr-3	Tr-4		
1 Revoir le positionnement de la SAN au sein des structures et harmoniser les attributions respectives des différents départements ministériels.	Nombre des séances annuelles de révision de positionnement de la SAN au sein des structures et harmoniser les attributions respectives des différents départements ministériels.	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition																	\$880 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

2	Mobiliser les ressources internes et externes pour la mise en œuvre des programmes et projets et assurer le fonctionnement des structures impliquées dans la SAN.	Nombre des séances de mobilisation des ressources internes et externes pour la mise en œuvre des programmes et projets et assurer le fonctionnement des structures impliquées dans la SAN.	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition																								
3	Redynamiser des cadres de concertation, de coordination et de gestion multisectoriels et multi-acteurs, en collaboration avec les différents réseaux SUN, (Etats, UN, donateurs, société civile, scientifiques et secteur privé).	Nombre des séances mensuelles de redynamisation des cadres de concertation, de coordination et de gestion multisectoriels et multi-acteurs, en collaboration avec les différents réseaux SUN, (Etats, UN, donateurs, société civile, scientifiques et secteur privé).	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition																								

4	Développer des partenariats entre les acteurs de la SAN et les organismes de développement, d'enseignement et de recherche ;	Nombre des partenariats développés entre les acteurs de la SAN et les organismes de développement, d'enseignement et de recherche ;	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition																\$2 500 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
5	Faire un état des lieux SAN au niveau des provinces.	Nombre des séances d'état des lieux SAN faits au niveau des provinces.	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition																\$1 540 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
6	Elaborer et/ou actualiser les plans d'action SAN des provinces avec l'accompagnement du niveau national.	Nombre des plans d'action SAN des provinces élaborés et/ou actualisés avec l'accompagnement du niveau national.	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition																\$5 500 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

7	Assurer une meilleure coordination entre les différents acteurs du dispositif de la sécurité alimentaire et de la nutrition , autour d'une approche d'analyse partagée, transparente et à temps.	Nombre des séances trimestrielles de coordination entre les différents acteurs du dispositif de la sécurité alimentaire et de la nutrition , autour d'une approche d'analyse partagée, transparente et à temps.	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition		\$1 580 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
---	--	---	--------------	---	--	-------------	--

8	Renforcer les capacités des organismes publics et privés de recherche et d'appui conseil, en réhabilitant leurs infrastructures, en les dotant de moyens humains, matériels et financiers et en leur assurant une formation et des recyclages appropriés.	Nombre d'actions semestrielles de renforcement des capacités des organismes publics et privés de recherche et d'appui conseil, en réhabilitant leurs infrastructures, en les dotant de moyens humains, matériels et financiers et en leur assurant une formation et des recyclages appropriés.	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition																			\$3 000 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
---	---	--	--------------	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------------	--

9	<p>Développer les capacités des structures en analyse, suivi/évaluation et gestion des connaissances, en dotant les points focaux, les organismes publics de statistiques (INS, SNSA et services étatiques sensibles a la nutrition), d'outils techniques, de moyens matériels et financiers.</p>	<p>Nombre d'action semestrielles de développement des capacités des structures en analyse, suivi/évaluation et gestion des connaissances, en dotant les points focaux, les organismes publics de statistiques (INS, SNSA et services étatiques sensibles a la nutrition), d'outils techniques, de moyens matériels et financiers.</p>	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition															\$2 500 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
---	---	---	--------------	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------------	--

10	Renforcer les capacités des structures de contrôle et d'inspection de la sécurité sanitaire des aliments.	Nombre des séances semestrielles de renforcement des capacités des structures de contrôle et d'inspection de la sécurité sanitaire des aliments.	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition															\$2 055 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
11	Renforcer et/ou développer le système de surveillance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	Nombre des séances semestrielles de renforcement et/ou développement de système de surveillance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition															\$6 250 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...

12	Assurer une meilleure coordination entre les différents acteurs du dispositif de la sécurité alimentaire et de la nutrition , autour d'une approche d'analyse partagée, transparente et à temps.	Nombre de séances semestrielles de coordination entre les différents acteurs du dispositif de la sécurité alimentaire et de la nutrition , autour d'une approche d'analyse partagée, transparente et à temps.	26 Provinces	Comité de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition		\$5 500 000	GOUV. /BAD / JICA / COREE DU SUD / CHINE / FAO / ENABEL /BM/FIDA/UE...
<b>TOTAL AXE-5 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE EN MATIERE DE SAN</b>							<b>37,605,000</b>

## RECAPITULATIF DES COÛTS PAR AXE STRATEGIQUE

AXES STRATEGIQUES		COUT (en US\$)
<b>AS-1</b>	<b>Amélioration de la sécurité alimentaire des populations.</b>	<b>266,406,000</b>
1.1.	Développement des chaînes de valeurs végétales	92,306,000
1.2.	Développement des chaînes de valeurs animales	25,600,000
1.3.	Promotion de l'exploitation durable de la faune sauvage.	32,400,000
1.4.	Développement de l'agro-industrie alimentaire et non alimentaire	38,900,000
1.5.	Amélioration de la stabilité et l'accessibilité de l'offre alimentaire	34,200,000
1.6.	Promotion du genre et de l'autonomisation de la femme rurale	43,000,000
<b>AS-2</b>	<b>Amélioration la sécurité nutritionnelle des populations.</b>	<b>67,030,000</b>
<b>AS-3</b>	<b>Renforcement de capacité de prévention et gestion des crises agricoles, alimentaires et nutritionnelles.</b>	<b>102,120,000</b>
<b>AS-4</b>	<b>Promotion de la communication en faveur de la SAN.</b>	<b>62,520,600</b>
<b>AS-5</b>	<b>Renforcement de la gouvernance en matière de SAN.</b>	<b>37,605,000</b>
<b>COÛT TOTAL DU PLAN D' ACTIONS OPERATIONNEL DE LA PNSAN</b>		<b>535,681,600</b>

## V. CADRE DE RESULTATS

L'objectif général de la PNSAN sera mesuré par les indicateurs d'impact de la PNSAN qui sont principalement :

### 5.1. INDICATEURS D'IMPACTS

INDICATEURS D'IMPACTS	MESURES
1. Reduction de l'insécurité alimentaire structurelle et conjoncturelle.	1.1. Taux des ménages en insécurité alimentaire.
2. Reduction des taux de la malnutrition chronique et aigüe.	2.1. Taux d'enfants de moins de 5 ans souffrant de retard de croissance.
	2.2. Taux d'enfants de moins de 5 ans souffrant de de la malnutrition aigüe.
3. Reduction des taux de carences en micronutriments (Fer, vitamine A, iode)	3.1. Taux d'enfants de moins de 5 ans qui sont anémiques.
	3.2. Taux des femmes en âge de procréer qui sont anémiques.
	3.3. Taux d'enfants de 6-59 mois qui souffrent de carence en vitamine A.
	3.4. Taux des ménages consommant le sel iode.

Les principaux axes stratégiques de la PNSAN ont des indicateurs de résultats par lesquels seront mesurées ses performances lors de ses évaluations périodiques, de sa revue à mi-parcours et de son évaluation finale.

### 5.2. INDICATEURS DE RESULTATS

AXES STRATEGIQUES	INDICATEURS DE RESULTATS
<i>Axes stratégiques 1</i> : Améliorer la sécurité alimentaire des populations.	1.1 Evolution du taux d'accroissement des cultures vivrières.
	1.2 Evolution du taux d'accroissement des produits des cultures vivrières auto-consommés et des ceux vendus sur les marchés locaux.
	1.3 Evolution du taux d'accroissement de score de consommation alimentaire acceptable (SCA) des ménages.
	Evolution du taux d'accroissement de score de diversité alimentaire (SDA) des ménages
	1.4 Evolution du taux des ménages ayant des enfants malnutris renforcés en capacité de production agricole.

<b>Axe stratégique 2</b> : Améliorer la sécurité nutritionnelle des populations.	2.1	Evolution du taux de réduction de la malnutrition aigüe chez les enfants de 0-59 mois.
	2.2.	Evolution du taux de réduction la malnutrition chronique chez les enfants de 0-59 mois, les femmes à l'âge de procréer et les femmes enceintes.
	2.3	Evolution des taux de réduction des carences en micronutriments (Fer, vitamine A, iode) chez les enfants de 0-59 mois, les adolescents, les femmes à l'âge de procréer, les femmes enceintes et femmes enceintes.
<b>Axe stratégique 3</b> : Renforcer les capacités de prévention et gestion des chocs et crises agricoles, alimentaires, et nutritionnelle.	3.1	Evolution du taux de ménages affectés par les chocs et les crises alimentaires.
	3.2	Evolution du taux des ménages dans les zones d'urgence humanitaire ayant bénéficié de la distribution alimentaire.
	3.3	Evolution du taux des personnes vulnérables ayant bénéficié de vouchers et de cash transferts
	3.4	Evolution de taux des provinces disposant des plans de contingence mis a jour.
	3.5	Evolution de taux des crises nutritionnelles ayant bénéficié d'une réponse nutritionnelle à temps.
<b>Axe stratégique 4</b> : Promouvoir la communication en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	4.1	Nombre des provinces disposant des plans de communication mis à jour.
	4.2	Nombre d'agents de communication formes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle par province
	4.3	Nombre de messages sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle élaborés.
	4.4	Nombre de supports audio et audio-visuels sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle conçus et utilisés dans les communautés.
	4.5	Nombre des ménages par zones agricoles et par province ayant bénéficié des séances mensuelles de sensibilisation sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
<b>Axe stratégique 5</b> : Renforcer la gouvernance institutionnelle et financière de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	5.1	Taux de mobilisation et d'utilisation des ressources financières destinées à la SAN.
	5.2	Taux de ressources financières mutualisées par rapport aux ressources totales investies dans la SAN
	5.3	Nombre de produits de gestion en règle avec la transparence budgétaire et financière fournis par

		les Directions des Ministères de l'Agriculture, Pêche, et Elevage.
	5.4	Nombre d'évaluation et d'analyse d'impacts de programmes et projets de SAN réalisées en rapport avec l'ensemble des projets de la SAN mis en œuvre en RDC.

La mesure des indicateurs de résultats de cinq axes stratégiques de la PNSAN sera documentée par les indicateurs de résultats intermédiaires définis dans le cadre de résultats joint à ce présent document et qui feront l'objet de mesures par le système de suivi et évaluation de la PNSAN.

### 5.3. CADRE DE RESULTATS DU PLAN D'ACTION OPERATIONNEL

**OBJECTIF GLOBAL : Stimuler une croissance annuelle soutenue du secteur agricole de plus de 6%, indispensable pour réduire la pauvreté, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises et pour générer durablement des emplois et des revenus**

<i>Indicateurs</i>	<i>Cible 2020</i>	<i>Hypothèses</i>	<i>Sources de vérification</i>
Taux annuel de croissance du PIB agricole	> 6 %	Contexte sociopolitique et économique stable	Etudes et enquêtes de référence
Taux de personnes souffrant de la faim	< 20 %	Soutien continu du Gouvernement dans la mise en œuvre du PNIA	Enquêtes d'évaluation d'impact (mi et fin parcours)
Taux d'amélioration des revenus des producteurs agricoles	> 100 %	Respect des engagements de Maputo (10% budget au secteur agricole et rural)	Rapport d'achèvement du PNIA
Nombre d'emplois créés	> 1 000 000 Emplois	Bonne gouvernance assurée Adhésion de tous les partenaires (PTF, OPA, Privés, etc.)	Etudes et enquêtes du DSCR II Statistiques nationales

**OBJECTIF SPECIFIQUE-1: Promouvoir les filières agricoles et développer l'agri business afin d'assurer durablement la sécurité alimentaire des populations et améliorer les revenus des paysans et des autres opérateurs du secteur**

<i>Indicateurs</i>	<i>Cible 2020</i>	<i>Hypothèses</i>	<i>Sources de vérification</i>
Taux annuel moyen d'accroissement de la production des différentes filières	De 4 à 6 % par an	Volonté du Gouvernement Adhésion des investisseurs privés Adhésion de toutes les partenaires acquises	Enquêtes auprès des producteurs Rapports du PNIA Rapports des statistiques agricoles
Nombre de Parcs Agro-industriels fonctionnels	15 parcs	Bon fonctionnement des services techniques d'encadrement	

**OBJECTIF SPECIFIQUE 2: Améliorer la gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et constituer des réserves stratégiques**

<i>Indicateurs</i>	<i>Cible 2020</i>	<i>Hypothèses</i>	<i>Sources de vérification</i>
Proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire	< 20 %	Implication du Gouvernement Collaboration des autres Ministères et services étatiques sensibles a la nutrition	Rapport/Etudes des projets Enquêtes du Ministère de la Santé Publique (PRONANUT)
Taux de prévalence de la malnutrition infantile	< 20 % malnutrition chronique < 5 % malnutrition aigue	Forte implication des populations	Statistiques agricoles

**OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Développer et diffuser les produits de la recherche auprès des utilisateurs et améliorer le niveau de compétence professionnelle des différents acteurs**

<i>Indicateurs</i>	<i>Cible 2020</i>	<i>Hypothèses</i>	<i>Sources de vérification</i>
Taux d'adoption des technologies appropriées	> 75 %	Volonté du Gouvernement Coordination des actions entre les Universités, les centres de recherche agronomique (étatique et privé) et le MINAGRIDER Motivation des chercheurs	Rapports/Etudes des projets Rapports INERA Statistiques agricoles

**OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Améliorer la gouvernance agricole, promouvoir l'intégration de l'approche genre et renforcer les capacités humaines et institutionnelles**

<i>Indicateurs</i>	<i>Cible 2020</i>	<i>Hypothèses</i>	<i>Sources de vérification</i>
Part du budget national alloué au secteur	10 %	Volonté du Gouvernement Implication des PTF Intérêt des investisseurs privés	Rapports et enquêtes auprès des usagers du secteur
Volume des investissements privés dans le secteur	> 25 % des investissements publics		
Taux de participation de femmes dans les instances de décisions	> 30 %		

**OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux changements climatiques**

<i>Indicateurs</i>	<i>Cible 2020</i>	<i>Hypothèses</i>	<i>Sources de vérification</i>
Pourcentage des superficies agricoles cultivées sous gestion durable	> 50 %	Volonté du Gouvernement Implication des PTF Implication des OPA et du Secteur Privé	Rapports et études du MECNT Enquêtes auprès des OPA et populations riveraines
Taux d'adoption des techniques d'adaptation aux changements climatiques	> 50 %		

## VI. RISQUES ET MESURES D'ATTENUATION

Les contraintes exogènes qu'il faut surveiller pour éviter les difficultés dans la mise en œuvre du plan d'action opérationnel de la PNSAN sont :

1. **Un manque de moyens financiers et matériels :** L'insuffisance des ressources financières pourra limiter sinon nuire à la mise en œuvre adéquate des actions ciblées. Il est recommandé ici de tenir compte de l'importance de la SECAN dans le processus de préparation, et d'allocation budgétaire au sein du Gouvernement. Il en est de même dans la mobilisation et la répartition des ressources extérieures.
2. **Faibles compétences des ressources humaines :** L'utilisation d'un staff techniquement peu formé et mal outillé dans la gestion administrative, technique et financière des programmes et/ou des projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle peut constituer un facteur limitant des performances attendues. Le vieillissement et le départ à la retraite du personnel d'encadrement à la base pourraient constituer un sérieux handicap dans la mise en œuvre, l'animation et le suivi des activités, si un renouvellement dudit personnel n'est pas assuré dans l'immédiat. Dans tous les cas, le renforcement des capacités opérationnelles de ce personnel s'avère indispensable.
3. **Possible manque de qualification des prestataires de services :** Les prestataires de service qui seront retenus pour l'exécution de certaines activités et n'ayant pas de qualification suffisante, peuvent être à la base de la contre-performance du programme et/ou projets.
4. **La non implication effective des acteurs et la non appropriation du programme par les bénéficiaires :** La réussite de ce plan est conditionnée non seulement par l'implication effective des acteurs dans la planification des activités, mais aussi et surtout par son appropriation par les bénéficiaires. Cela augmenterait les chances d'atteindre les objectifs fixés et assurer la durabilité du programme.
5. **Des aléas climatiques imprévisibles :**  
Les perturbations climatiques se révèlent toujours imprévisibles et influencent les résultats des campagnes agricoles. Elles entraînent soit des retards de semis, soit des arrêts précoces des pluies suivis de récoltes insignifiantes, soit des excès des pluies suivi de recrudescence de maladies et ravageurs des cultures, des inondations de champs et de la destruction des ouvrages. La mise en place d'un système d'alerte rapide constituerait une bonne mesure d'atténuation et de prévention de ces risques.

## **VII. ANNEXE : Références consultées**

1. Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Edition 2017.
2. Ministère de l'Agriculture :
  - IPC 18eme cycle
  - Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, 2019.
  - Plan national d'investissement agricole 2013-2020, Septembre 2013.
3. Ministère de la sante, Programme National de Nutrition :
  - Politique nationale de nutrition, PRONANUT, 2013
  - Plan national stratégique multisectoriel de nutrition, PRONANUT, Juin 2016.
4. Ministère du Plan, MICS-2018 : Rapport final, Décembre 2019.
5. Mouvement SUN, La mise en œuvre des ODD a l'échelle nationale.
6. Programme Alimentaire Mondial, Cout de la faim en Afrique, cas de la RDC, juillet 2017
7. PNUD, Note technique : enjeux et défis de la mise en œuvre des ODD en RDC, Octobre 2016.
8. Save The Children, Agriculture sensible à la nutrition, 2014.